**ARRETE N° 309/2021**

**EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU MAIRE**

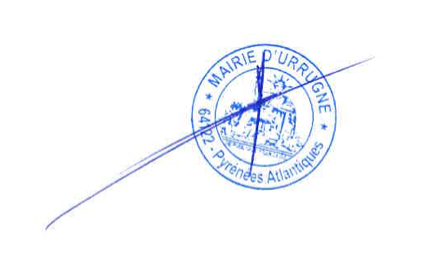
**Objet : Règlement portant sur les marchés de plein vent**

**AUZAPEZAREN ERABAKIEN ERREGISTROTIK ERAUZIA**

**Gaia: Aire libreko merkatuen inguruko araudia**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Le Maire de la Commune d'URRUGNE,**  Vu le code général des collectivités territoriales et, notamment ses articles L 2121-29, L 2212-1 et 2 et L 2224-18 ;  Vu l'arrêté ministériel du 21 décembre 2009, relatif aux règles sanitaires applicables au commerces de détail, d'entreposage et de transport de produits d'origine animale et denrées alimentaires ;  Vu la délibération du conseil municipal en date du 25 mai 2021 relative à la création de trois (3) marchés suivants :   1. au centre bourg, 2. à Béhobie (Pausu), un marché aux fleurs et aux plants 3. à Socoa   et fixant les droits de place pour l'année,  **ARRETE**  **I - DISPOSITIONS GENERALES**  ARTICLE 1 : Cet arrêté s'applique aux marchés d'approvisionnement ou autre.  Au Bourg, le marché se tiendra sur la place René Soubelet et sur le parking de la crèche. Le marché de Béhobie se déroulera sur la place Pausu.  Enfin à Socoa, il aura lieu sur le parking de l'Untxin.  ARTICLE 2 : Saisonnalité, jours et horaires d'ouverture des marchés.  Les jours et heures d'ouverture des marchés municipaux sont fixés comme suit :  Bourg :   * samedi matin, sauf le samedi des fêtes d'Urrugne de 8h à 13h. Tous les commerçants devront avoir quitté le marché à 14h30 * période : annuelle   Béhobie : marché aux fleurs et aux plants   * dimanche matin * de 8h à 14h. Tous les commerçants devront avoir quitté le marché à 15h30 * période : annuelle   Socoa :   * lundi matin * de 8h à 13h. Tous les commerçants devront avoir quitté le marché à 14h30 * période : annuelle   ARTICLE 3 : Emplacements  Quel que soit le type d'emplacement considéré, il concerne une parcelle du domaine public communal et, de ce fait, l'autorisation de l'occuper ne peut avoir qu'un caractère précaire et révocable.  Pour la même raison, la législation sur la propriété commerciale ne leur est pas applicable. Il est interdit de louer, prêter, céder, vendre tout ou partie d'un emplacement ou de le négocier d'une manière quelconque.  **II - ATTRIBUTION DES EMPLACEMENTS**  ARTICLE 4 : Les règles d'attribution des emplacements sur le marché sont fixées par le maire, en se fondant sur des motifs tirés de l'ordre public et de la meilleure occupation du domaine public.  ARTICLE 5 : Afin de tenir compte de la destination du marché tel que précisé à l'article 1, il est interdit *au* titulaire de l'emplacement d'exercer une nature de commerce autre que celle pour laquelle il a obtenu l'autorisation d'occupation.  Nul ne pourra modifier la nature de son commerce sans en avoir expressément et préalablement informé le maire et avoir obtenu son autorisation.  ARTICLE 6 : L'attribution des emplacements sur le marché s'effectue en fonction du commerce exercé, des besoins du marché, de l'assiduité de fréquentation du marché par les professionnels y exerçant déjà et du rang d'inscription des demandes.  Les emplacements sont attribués dans l'ordre chronologique d'inscription sur le registre prévu à cet effet, sous réserve que les professionnels soient en mesure de fournir les documents attestant de leurs qualités définies ci-après.  Toutefois, le maire peut attribuer en priorité un emplacement à un commerçant exerçant une activité qui ne serait plus représentée sur le marché ou de manière insuffisante.  ARTICLE 7 : Les emplacements peuvent être attribués à l'abonnement ou à la journée.  Les premiers, dits « à l'abonnement », sont payables au mois, trimestre, etc. Ils représentent environ 80% de la surface totale du marché.  Les seconds, dits « emplacements passagers », sont payables à la journée. Ils représentent environ 20 % de la surface totale du marché, dont 5 % seront réservés aux "posticheurs" et démonstrateurs.  ARTICLE 8 : Les abonnements  L'abonnement procure à son titulaire un emplacement déterminé.  Le maire a toute compétence pour modifier l'attribution de l'emplacement pour des motifs tenant à la bonne administration du marché.  Les abonnés ne peuvent ni prétendre à l'obtention d'une indemnité ni s'opposer à ces modifications.  Un préavis écrit avec accusé de réception est exigé de tout titulaire d'un emplacement désireux de mettre un terme à son activité dans un délai d'au moins un mois.  Ordre de priorité d'attribution des emplacements vacants :   1. Les emplacements vacants sont attribués en priorité au commerçant déjà titulaire d'un emplacement fixe en fonction de son ancienneté sur le marché sous réserve que la nature de ses produits vendus ne soit pas identique à celle des voisins immédiats et de celui de face. La demande de changement d'emplacement doit être adressée par écrit à Monsieur le Maire d'Urrugne. 2. Si aucun titulaire d'un emplacement fixe ne sollicite l'emplacement vacant, il sera attribué au demandeur non titulaire d'un emplacement fixe en fonction des produits vendus, eu égard aux voisins immédiats, de l'assiduité et de l'ancienneté sur le marché à titre de passager. Dans le cas où il ne peut être donné suite à la demande, celle-ci doit être renouvelée à chaque nouvelle attribution d'emplacements.   De plus, il ne peut être attribué qu'un seul emplacement par entreprise.  ARTICLE 9 : Les emplacements passagers  Les emplacements passagers sont constitués des emplacements définis comme tels dans le présent règlement et des emplacements déclarés vacants du fait de l'absence de l'abonné à 8 heures.  L'attribution des places disponibles se fait à 8h. Tout emplacement non occupé d'un abonné à ce moment est considéré comme libre et attribué à un autre professionnel. Les professionnels ne peuvent considérer cet emplacement comme définitif.  Les demandes d'emplacement sont portées par le placier, dans l'ordre chronologique où elles sont effectuées, sur un registre spécial passagers propre au marché, avec mention de la catégorie de produits dont relève le candidat, de la décision prise, motivée en cas de refus, et indication du numéro de l'emplacement attribué.  Conformément aux principes généraux du droit, dont celui de l'égalité des administrés devant les services publics et l'accès au domaine public, les attributions d'emplacements à la demi- journée sont effectuées « à la liste » établie par le Placier. Dans ce cas, le placement est effectué sur les critères de l'assiduité et de l'ancienneté des passagers.  Ils ne sont attribués qu'aux personnes justifiant de l'un des documents prévus à l'article 12 ci-après.  ARTICLE 10 : Attribution des emplacements  aux producteurs  Avant-propos  La commune d'Urrugne, 6ème ville de l'agglomération Pays Basque est la ville la plus étendue (5057 Ha) des villes du littoral dont 82% de sa superficie est classée Naturelle (3143 ha) et Agricole (1012 ha).  Ville frontalière, limitrophe avec la Navarre et Euskadi, notre commune a de nombreux atouts à mettre en valeur.  L'enjeu consiste à engager la commune dans la nécessaire transition écologique, et ce, dans un contexte de crise sanitaire, économique et sociale.  Le premier défi consiste à axer notre développement économique sur la valorisation de l'agriculture locale, les circuits courts, et les secteurs d'avenir comme l'agroécologie et la permaculture.  A cet effet, nous avons mis en place une commission extramunicipale dont la mission est de mettre en place des marchés répondant aux défis de demain en accord avec les objectifs énoncés plus haut.  Des emplacements seront ainsi attribués aux producteurs fermiers :   1. Un espace leur sera réservé sur le marché (au moins 10% des emplacements) 2. Priorité sera donnée aux producteurs fermiers sur les places vacantes 3. Les producteurs fermiers pourront bénéficier du tarif « abonnés » selon les modalités prévues à l'article 2 4. Les conditions d'assiduité ne seront pas appliquées aux producteurs fermiers en raison du phénomène de saisonnalité des produits.   Par contre, il y aura obligation de déposer les dates présumées d'absence, pour une meilleure gestion des places vacantes.   1. Les producteurs fermiers devront respecter la « charte des marchés de qualité ».   Les personnes vendant des produits de leur exploitation agricole devront placer, d'une façon apparente, au-devant et au-dessous de leurs marchandises, une pancarte rigide portant en gros caractères le mot "PRODUCTEUR". Cette pancarte ne devra être apposée que sur les étalages vendant uniquement leur production.  Le producteur étant autorisé à effectuer accessoirement des achats destinés à la revente.  ARTICLE 11 : Commerçants transfrontaliers  Un emplacement sera attribué aux associations de commerçants transfrontaliers, selon leur Province d'origine (Navarre et Gipuzkoa par exemple), au tarif abonné. La redevance devra être réglée au placier avant le début du marché.  Si le commerçant ne se présente pas avant 8h, la place pourra être attribuée à un « volant », au tarif correspondant.  ARTICLE 12 : Démonstrateurs et posticheurs   1. Définition du démonstrateur   Commerçant non sédentaire passager présentant sur le domaine public, marchés, foires, manifestations commerciales, un appareil ou un produit dont il explique le fonctionnement, en démontre l'utilisation et les avantages et en assure la vente.   1. Définition du posticheur   Commerçant non sédentaire passager présentant sur le domaine public, marchés, foires, manifestations commerciales, etc., des marchandises diverses vendues par lots ou à la pièce (lots de vaisselle, outillage, linge de maison, bijouterie, biscuiterie, etc.).  Cette technique de vente attractive est dite « à la postiche ».   1. Les emplacements de démonstrateur et de posticheur   Sur chaque marché, il doit être obligatoirement affecté au moins un emplacement de démonstrateur et un emplacement de posticheur.  Ces emplacements seront attribués par tirage au sort. Ils devront être placés de sorte à ne pas gêner les commerces voisins, aussi bien par les professionnels que par l'attroupement du chaland.  En l'absence de démonstrateur ou de posticheur, ces emplacements seront attribués comme les autres places réservées aux passagers sans perdre leur affectation initiale.  En présence d'un nombre de démonstrateurs ou posticheurs supérieur à celui des emplacements réservés, les démonstrateurs et posticheurs défavorisés par le tirage au sort pourront être placés sur les emplacements restés vacants.  ARTICLE 13 : Les priorités d'attribution du droit d'occupation d'un emplacement en cas de cessation d'activités  Conditions de succession réservées aux titulaires d'un emplacement fixe conformément à la loi du 18 juin 2014,  « Le titulaire d'une autorisation d'occupation peut dorénavant présenter au maire une personne comme successeur dans la limite de 3 ans en cas de cession de son fonds. Cette personne, qui doit être immatriculée au registre du commerce et des sociétés, ou au registre des métiers est, en cas d'acceptation par le Maire, subrogée dans ses droits et ses obligations.  En cas de décès, d'incapacité ou de retraite du titulaire, le droit de présentation est transmis à ses ayants droit qui peuvent faire usage au bénéfice de l'un d'eux.  A défaut d'exercice dans un délai de 6 mois à compter du fait générateur, le droit de présentation est caduc. En cas de reprise de l'activité par le conjoint du titulaire initial, celui-ci en conserve l'ancienneté pour faire valoir son droit de présentation. »  « La décision du maire est notifiée au titulaire du droit de présentation et au successeur présenté dans un délai de deux mois à compter de la réception de la demande. Toute décision de refus doit être motivée. »  Les titulaires sont les personnes à qui l'emplacement a été attribué nominativement. Ainsi, pour une société le titulaire de l'attribution du droit personnel d'occupation d'un emplacement est obligatoirement le représentant légal, soit le gérant, le président-directeur général, le chef d'exploitation agricole ou de toute autre forme de personne morale.  La personne morale ne peut être juridiquement prise en compte.  ARTICLE 14 : Dépôt de la candidature  Toute personne désirant obtenir un emplacement d'abonné sur le (ou les) marché(s) doit déposer une demande écrite à la mairie. Cette demande doit obligatoirement mentionner :   * les nom et prénoms du postulant ; * sa date et son lieu de naissance ; * son adresse ; * l'activité précise exercée ; * les justificatifs professionnels ; * le ou les marchés choisis (les caractéristiques, notamment le métrage linéaire souhaité pour celui-ci ou chacun de ceux-ci).   Les demandes sont inscrites dans l'ordre de leur arrivée sur un registre déposé à la mairie, prévu à cet effet à l'article 6. Elles doivent être renouvelées au début de l'année.  ARTICLE 15 : Les candidats à l'obtention d'un emplacement ne peuvent ni retenir matériellement celui-ci à l'avance, ni s'installer sur le marché sans y avoir été autorisés par les agents des halles et marchés.  Sous réserve du cas des abonnés, le titulaire d'un emplacement ne peut occuper les lieux qu'après y avoir été invité par les agents habilités.  ARTICLE 16 : Les pièces à fournir  Le marché est ouvert aux professionnels, et ce, dans la limite des places disponibles, après le constat par le préposé de la régularité de la situation du postulant à un emplacement, qu'il soit abonné ou passager.  1) Les professionnels doivent justifier de la « carte permettant l'exercice d'une activité commerciale ou artisanale ambulante » (renouvelable tous les quatre par les Centres de formalités des entreprises des Chambres de commerce et d'industrie et des Chambres des métiers et de l'artisanat) ou, pour les nouveaux déclarants exerçant une activité ambulante, du certificat provisoire (valable 1 mois) remise préalablement à la délivrance de la carte.  Sont dispensés de la carte permettant l'exercice d'activités non sédentaires les professionnels sédentaires exerçant sur le ou les marchés de la commune où ils ont leur habitation ou leur principal établissement.  2) Leurs salariés ou leur conjoint (collaborateur, salarié ou associé) doivent détenir :   * la copie de la carte permettant l'exercice d'une activité commerciale ou artisanale ambulante de la personne pour laquelle ils exercent cette activité ; * un document établissant le lien avec le titulaire de la carte ; * un document justifiant de leur identité.   3) Les exploitants agricoles, les pêcheurs professionnels doivent justifier de leur qualité de producteurs ou de pêcheurs par tous documents attestant de cette qualité et faisant foi. Les producteurs agricoles fourniront une attestation des services fiscaux justifiant qu'ils sont producteurs agricoles exploitants. Les pêcheurs produiront leur inscription au rôle d'équipage délivrée par l'Administration des Affaires maritimes.  Ces pièces devront être présentées à toute demande du gestionnaire du marché ou de ses agents, sans préjudice des contrôles effectués par les agents de la force publique.  Aucun emplacement ne sera accordé aux personnes ne pouvant présenter les documents réglementaires inhérents aux professions désignées dans le présent article.  ARTICLE 17 : L'autorisation n'est valable que pour un seul emplacement.  Un professionnel et/ou son conjoint collaborateur ne peuvent avoir qu'un seul emplacement sur le même marché. Aucune dérogation ne sera accordée.  ARTICLE 18 : Le titulaire de l'emplacement doit justifier d'une assurance qui couvre, au titre de l'exercice de sa profession et de l'occupation de l'emplacement, sa responsabilité professionnelle pour les dommages corporels et matériels causés à quiconque par lui-même, ses suppléants ou ses installations.  **III - POLICE DES EMPLACEMENTS**  ARTICLE 19 : L'attribution d'un emplacement présente un caractère précaire et révocable. Il peut y être mis fin à tout moment pour un motif tiré de l'intérêt général. Le retrait de l'autorisation d'occupation d'un emplacement pourra être prononcé par le maire, notamment en cas de :   * défaut d'occupation de l'emplacement à 5 reprises -même si le droit de place a été payé-sauf motif légitime justifié par un document. Au vu des pièces justificatives, il peut être établi (par l'autorité gestionnaire) une autorisation d'absence ; * infractions habituelles et répétées aux dispositions du présent règlement, ces infractions ayant fait l'objet d'un avertissement et, le cas échéant, d'un procès-verbal de contravention ; * comportement troublant la sécurité, la tranquillité ou la salubrité publiques.   ARTICLE 20 : N'altère pas son assiduité le commerçant titulaire d'un emplacement fixe qui s'absente pendant 5 semaines (durée autorisée pour les congés payés). Mais il a l'obligation d'en déposer les dates à la mairie. Les places vacantes sont réattribuées aux commerçants passagers. En dehors des absences pour congés, tout commerçant qui aura été absent 5 fois sans justificatif fera l'objet d'une réattribution de son emplacement à un autre commerçant plus régulier et assidu et perdra sa qualité de commerçant permanent.  En cas d'intempéries le Maire peut suspendre le Marché.  Seuls les producteurs sont autorisés à être absents du marché durant la période liée à leur production sous réserve d'en faire la déclaration écrite au maire.  En cas de maladie attestée par un certificat médical, le titulaire d'un emplacement conserve ses droits.  ARTICLE 21 : Si, pour des motifs tirés de l'intérêt général, la modification ou la suppression partielle ou totale du marché est décidée par délibération du conseil municipal, après consultation des organisations professionnelles intéressées, la suppression des emplacements ne pourra donner lieu à aucun remboursement des dépenses que les titulaires de l'autorisation d'occupation du domaine public ont pu engager.  ARTICLE 22 : Si, par suite de travaux liés au fonctionnement du marché, des professionnels se trouvent momentanément privés de leur place, il leur sera, dans toute la mesure du possible, attribué un autre emplacement par priorité.  ARTICLE 23 : Les emplacements ne peuvent être occupés que par les titulaires, leur conjoint collaborateur et leurs employés. Le titulaire d'un emplacement doit pouvoir à tout moment répondre devant l'autorité municipale de la tenue de son emplacement et des personnes travaillant avec lui.  ARTICLE 24 : En aucun cas, le titulaire d'un emplacement ne saurait se considérer comme en étant son propriétaire. Il ne peut faire partie intégrante de son fonds de commerce. Il lui est interdit de sous-louer, de prêter, de vendre, de négocier d'une manière quelconque tout ou partie de son emplacement, d'y exercer une autre activité que celle pour laquelle il lui a été attribué.  Toutefois, le commerçant doit pouvoir changer d'activité à condition d'en informer le maire qui jugera de l'attribution d'un nouvel emplacement. Toute contravention à cette disposition pourra être sanctionnée.  Toute entente postérieure à l'attribution d'un emplacement qui aurait pour but dissimulé de transférer l'utilisation de l'emplacement à une autre personne (physique ou morale) que celle à laquelle il a été attribué entraînera, de plein droit, le retrait de l'autorisation précédemment accordée.  ARTICLE 25 : Toute occupation privative du domaine public est assujettie au paiement des droits de place votés par le conseil municipal. Leur tarification est fixée après consultation des organisations professionnelles intéressées, conformément au code général des collectivités territoriales (CGCT).  ARTICLE 26 : Le défaut ou le refus de paiement des droits de place dus pourra entraîner l'éviction du professionnel concerné du marché sans préjudice des poursuites à exercer par la commune.  ARTICLE 27 : Les droits de places sont perçus par le placier, conformément au tarif applicable.  Un justificatif du paiement des droits de place établi conformément à la réglementation en vigueur précisant la date, le nom du titulaire, le cas échéant du délégataire, l'emplacement, le prix d'occupation et le montant total sera remis à tout occupant d'emplacement. Il doit être en mesure de le produire à toute demande du gestionnaire.  **IV - POLICE GENERALE**  ARTICLE 28 : Un arrêté réglementant le stationnement et la circulation sera établi.  ARTICLE 29 : Il est interdit sur le marché :   * d'avoir des propos ou comportements (cris, chants, gestes, micros et hauts parleurs, etc.) de nature à troubler l'ordre public ; * de procéder à des ventes dans les allées ; * de disposer des étalages en saillie sur les passages ou d'une façon qui masquerait les étalages dans la même allée ; * de suspendre des objets ou marchandises pouvant occasionner des accidents, comme de les placer dans les passages ou sur les toits des abris ; * d'aller au-devant des passants pour leur proposer des marchandises.   Les allées de circulation et de dégagement réservées au passage des usagers sont laissées libres en permanence.  L'entrée est interdite à tous les jeux de hasard ou d'argent telles que les loteries de poupées, vente de sachets de denrées ou marchandises contenant des billets ouvrants droits à une loterie.  Est également interdite la mendicité sous toutes ses formes.  Dans le respect de l'ordre public, il est interdit aux commerçants du marché de faire du prosélytisme religieux, politique ou philosophique.  Il est interdit de distribuer ou vendre à l'intérieur des marchés, des journaux écrits ou imprimés quelconques. Toutefois est autorisée la vente de revues ou illustrés périmés.  ARTICLE 30 : Hygiène et salubrité du marché  1. Propreté des emplacements  Les usagers du marché sont tenus de laisser leur emplacement propre. Aucun résidu ne devra subsister sur les lieux.  Les usagers doivent rassembler en vue de leur recyclage, les détritus d'origine végétale ainsi que les huiles alimentaires et ce, séparément de ceux d'origine animale lesquels ne doivent pas être jetés sur le sol, mais déposés dans des emballages étanches.  Les emballages vides (caisses, cageots, cartons, etc.) doivent être regroupés et empilés dans les places pour faciliter leur collecte par le service du nettoiement.  2. Étalages et denrées alimentaires  En application de l'Arrêté du 9 mai 1995 transposés dans les règlements CE n° 178/2002 et n° 852/2004 qui réglementent l'hygiène des aliments remis au consommateur final, les professionnels qui vendent des aliments au consommateur sont responsables :   * des conditions d'hygiène de leur établissement ou point de vente * de la qualité sanitaire des denrées alimentaires remis au consommateur final. Ils sont tenus entre autres : * de se déclarer auprès des services vétérinaires * de prévoir des dispositifs pour permettre aux personnes manipulant les aliments de se nettoyer les mains de manière hygiénique. * d'entretenir, nettoyer désinfecter, les surfaces en contact avec les aliments y compris les comptoirs de vente, les étals et les tables etc.   Les étals et les récipients de présentation des poissonniers doivent être aménagés de telle sorte que l'eau de fusion de la glace ainsi que celle utilisée pour leur activité ne s'écoule pas dans les allées. Tous les produits d'origine animale doivent être commercialisés sous le régime de la chaîne du froid en respectant toutes les règles d'hygiène prévues par les règlements CE.  Le non-respect de ces dispositions est susceptible d'entraîner l'application de sanction à l'égard des contrevenants.  ARTICLE 31 : Le maire, dans le cadre de ses pouvoirs de police, a faculté d'exclure toute personne troublant l'ordre public.  ARTICLE 32 : Les professionnels installés sur le marché devront respecter la législation et la réglementation concernant leur profession, notamment les règles de salubrité, d'hygiène, d'information du consommateur, comme celles de l'arrêté du 25 avril 1995 sur la vente des vêtements usagés, et de loyauté afférentes à leurs produits.  ARTICLE 33 : Les infractions au présent règlement sont susceptibles de faire l'objet de poursuites conformément aux lois et règlements en vigueur devant les tribunaux, sans préjudice des mesures administratives auxquelles elles peuvent donner lieu.  ARTICLE 34 : Le maire est chargé de faire respecter les dispositions du présent règlement.  Toute infraction au présent règlement sera sanctionnée par les mesures suivantes dûment motivées :  1ère infraction aux dispositions du règlement : avertissement  2ème infraction aux dispositions du règlement : exclusion temporaire  Les sanctions sont proportionnelles à l'infraction constatée et à son degré de gravité.  Elles ne peuvent intervenir qu'après respect de la procédure contradictoire prévue à l'Article 24 de la Loi du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec l'administration. Le commerçant peut par ailleurs se faire assister par un Conseil ou représenter par un mandataire de son choix. (Jugement du tribunal administratif de Grenoble affaire Karatozonia/commune du Grand Bornand)  L'exclusion provisoire ne suspend pas le paiement de l'emplacement.  ARTICLE 35 : La commission mixte des marchés  1. Objet  La commission mixte de marché a pour objet de maintenir un dialogue permanent entre la municipalité et les commerçants non sédentaires du marché, sur toutes les questions relatives à l'organisation et au fonctionnement du marché: (réglementation, aménagement et modernisation, attribution d'emplacements).  2. Composition  Elle est présidée par Monsieur le Maire qui a seul le pouvoir de décision. Le Maire est assisté d'un élu, d'un représentant des commerçants non sédentaires et d'un représentant des producteurs locaux. Les personnes désignées pour présenter les doléances des commerçants non sédentaires du marché, pour donner leur avis dans l'intérêt général du marché, sont des délégués représentatifs de la profession appartenant à une organisation de défense professionnelle.  ARTICLE 36 : Destinataires  **Ampliation du présent arrêté sera adressée à :**   * **Monsieur le Sous-Préfet de l'Arrondissement de Bayonne,** * **Monsieur le Représentant du Groupement Interdépartemental des commerçants non sédentaires — Landes et Pyrénées-Atlantiques,** * **Madame la Directrice Générale des Services de la Mairie d'Urrugne,** * **Monsieur le Responsable des Services Techniques de la Mairie,** * **La Police Municipale de la Commune d’Urrugne,** * **L’ensemble des commerçants non sédentaires présents sur les marchés de la commune**   **qui sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l’exécution du présent arrêté.**  Fait à URRUGNE, le 24 mai 2021 |  |  | **URRUÑAKO Herriko Etxeko auzapezak,**  Lurraldekolektibitateen kode orokorra eta bereziki L 2121-29, L 2212-1 eta 2 eta L 2224-18 artikuluak ikusirik;  2009ko abenduaren 21eko animalia-jatorriko produktuen eta elikagaien txikizkako salmentari, biltegiratzeari eta garraioari aplikatu beharreko osasun-arauei buruzko ministerio-erabakia ikusirik;  2021eko maiatzaren 25eko ondoko hiru merkatuak sortzeko herriko kontseiluaren deliberazioa ikusirik:   1. Herri barnean, 2. Pausun (Behobian), lore eta landareak saltzeko merkatua, 3. Zokoan   Eta urterako toki eskubideak finkatzen dituena.  **ERABAKIA**  **I – XEDAPEN OROKORRAK**  1. ARTIKULUA: Erabaki honek hornidura merkatuei edo bestelakoei eragiten die.  Herri barnean, merkatua René Soubelet plazan eta haurtzaindegiko aparkalekuan eginen da.  Pausun, berriz, Pausuko plazan eginen da.  Azkenik, Zokoan, Untxin aparkalekuan eginen da.  2. ARTIKULUA: Merkatuen sasoinak, irekitze egunak eta tenoreak.  Herriko merkatuen irekitze egun eta tenoreak ondokoak dira:  Herri barnea:   * Larunbat goiza, Urruñako bestetako larunbata izan ezik, 8:00etatik 13:00etara. Saltzaile guziek plaza utzi behar dute 14:30erako. * Sasoina: urte osoan   Pausu: lore eta landare merkatua   * Igande goiza * 8:00etatik 14:00etara. Saltzaile guziek plaza utzi behar dute 15:30erako. * Sasoina: urte osoan   Zokoa:   * astelehen goiza * 8:00etatik 13:00etara. Saltzaile guziek plaza utzi behar dute 14:30erako. * Sasoina: urte osoan   3. ARTIKULUA: Kokalekuak  Edozein motatakoa izanda ere, kokalekua herriaren eremu publikoan kokatuko da, eta ondorioz, espazio hori okupatzeko baimena behin-behinekoa eta ezeztagarria izanen da.  Arrazoi beragatik, kokaleku horiei ez zaie merkataritza-jabegoari buruzko legedia aplikatuko. Debekatua da espazio horien alokatzea, prestatzea, ematea, osorik edo partzialki saltzea edota edozein motatan negoziatzea.  **II – KOKALEKUEN ESLEITZEA**  4. ARTIKULUA: Merkatuko kokalekuak esleitzeko arauak auzapezak finkatuak dira, ordena publikoari dagozkion arrazoietan oinarrituz eta eremu publikoaren okupaziorik onena bilatuz.  5. ARTIKULUA: 1. artikuluan agertzen den bezala, merkatu bakoitzaren edukia definitua da eta horien kontuan hartzeko, kokagunea duen saltzaileak ezin du baimenik ez duen merkataritza jarduera bat izan.  Bestalde, ezingo du inork bere salmentaren izaera edo jarduera aldatu, aitzinetik ez badu auzapeza abisatu eta ez badu bere baimenik ukan.  6.ARTIKULUA: Merkatuko kokalekuen esleipena salmenta jardueraren, merkatuko beharren, arlo bereko profesionalen parte hartzearen edo izen-emate ordenaren arabera egiten da.  Kokalekuak horretarako aurreikusia den erregistroko izen-emate ordenaren arabera esleitzen dira, betiere profesionalak gai baldin badira ondotik aipatuko diren beharrezko dokumentuak behar bezala aurkezteko.  Hala ere, auzapezak lehentasunez kokaleku bat esleitu diezaioke merkatuan eskas den edo eskaintza urriegia duen jarduera batean ari den saltzaile bati.  7. ARTIKULUA: Kokalekuak harpidetzazkoak edo egunekoak izan daitezke.  Lehenak, “harpidetzazkoak” hilabetero, hiruhilero edo epeka ordaintzen dira. Merkatuaren azaleraren %80 banatzen da horrela.  Bigarrenak, “kokaleku iragankorrak” egunka ordaintzen dira. Merkatuaren azaleraren %20 banatzen da egunka, zeinetan %5 erreserbatua zaien produktu berezien erakusmahaiei.    8. ARTIKULUA: Harpidetzak  Harpidetzak kokaleku jakin bat segurtatzen dio jabeari.  Hala ere, auzapezak eskubidea du kokalekuak aldatzeko merkatuaren funtzionamendu egokia segurtatzeko gisan.  Harpidedunek ezin dute horren ordainez indemnizaziorik eskatu edo aldaketa ez onartu.  Jarduera eten nahi duen kokaleku jabeak gutxienez hilabete bateko aitzinarekin abisatu beharko du eskuratze agiridun aitzin-abisu idatzi batekin.  Libre diren kokalekuak esleitzeko kontuan izanen den lehentasun hurrenkera:  1. Libre diren kokalekuak, lehentasunez, aitzinetik kokaleku finko bat duen merkatariari esleituko zaizkio, bere antzinatasunaren arabera, baldin eta saltzen dituen produktuak ez badira ondoko edo pareko kokalekuen salmenta-produktu berak. Kokalekua aldatzeko galdea Urruñako auzapezari egin behar zaio, idatziz.  2. Libre den kokaleku batentzat, ez baldin bada jadanik kokaleku finko bat duen merkatari baten eskaerarik, kokalekurik ez duen eskatzaileari esleituko zaio, saltzen dituen produktuen (ondoko postuekiko), merkatuan duen erregulartasunaren eta bere antzinatasunaren arabera. Eskaera ezeztatua bada, kokalekuen banaketa berri bat den aldi oro berriz egin beharko da.  Bestalde, enpresaka kokaleku bakarra izan dezake.  9. ARTIKULUA: Kokaleku iragankorrak  Kokaleku iragankorrak alde batetik araudi honetan definitzen diren kopuruekin osatuak dira eta bestetik, 8:00etan harpidedunik gabe libre gelditu diren kokalekuekin.  Ondorioz, kokaleku libreen banaketa 8:00etan egiten da. Harpidedunak tenore horretarako ez badu kokalekua okupatu, libre dela kontsideratzen da eta beste profesional bati esleituko zaio. Kokaleku hori ez da definitiboa izanen.  Kokaleku eskaerak kokatzaileak kudeatuko ditu, egin diren ordena kronologikoan, merkatuak duen erregistro baten bidez. Bertan agertuko dira hautagaiaren produktuen kategoria, erabakia, ezezkoa bada arrazoiak, eta baiezkoa bada esleitu zaion kokalekuaren zenbakia.  Zuzenbideko oinarrizko printzipioei jarraituz, besteak beste, erabiltzaileen berdintasuna  zerbitzu publikoak erabiltzean, egun erdiko kokalekuen esleipenak kokatzailearen zerrendarekin beteko dira.  Kasu horretan, kokatzea erregulartasunaren eta antzinatasunaren arabera eginen da.  Kokalekuak 12. artikuluan agertzen diren dokumentuetariko bat aurkezten duten pertsonei esleituko zaizkie.  10. ARTIKULUA: Kokalekuen esleipena ekoizleentzat  Aitzin oharra  Urruña Ipar Euskal Herriko 6. herririk handiena eta kostaldeko herririk hedatuena (5057 Ha) da. Bere azaleraren % 82 eremu naturala (3143 Ha) edo laborantza eremua (1012 Ha) da.  Hain zuzen ere, Nafarroa eta Euskadirekiko mugatik hurbil den gure herriak abantaila anitz ditu.  Xedea, herria beharrezkoa den trantsizio ekologikoan engaiatzea da, eta hori, osasun, ekonomia eta jendarte krisi testuinguru batean.  Lehen erronka, gure garapen ekonomikoaren ardatzak tokiko laborantzan, zirkuitu laburretan eta etorkizuneko sektoreetan (agroekologia eta permakultura) ardaztea da.  Horretarako, herri batzorde bat plantan eman dugu, eta bere helburua izanen da biharko erronkei eta aitzin aipatu ditugun xedeei erantzunen dieten merkatuak gauzatzea.  Ondorioz, kokaleku batzuk laborariei esleituko zaizkie:  1) Merkatuko espazio bat erreserbatuko zaie (gutxienez kokalekuen % 10)  2) Libre diren kokalekuak esleitzerakoan, laborariek lehentasuna izanen dute.  3) Laborariek “harpidedunentzat” aurreikusiriko tarifak ordainduko dituzte,  2. artikuluan aipatzen diren xedapenen arabera.  4) Laborariei ez zaie erregulartasunaren baldintza aplikatuko, beren produktuak sasoinen araberakoak izaten baitira.  Hala ere, data batean ez jitekotan, derrigorrezkoa izanen da aitzinetik abisatzea, kokaleku libreak hobeki kudeatzeko.  5) Laborariek “kalitatezko merkatuen xarta” errespetatu beharko dute.  Beren etxaldeko ekoizpeneko produktuak saltzen dituztenek “EKOIZLEA” jartzen duen afixa gogor bat ezarri beharko dute handiz eta manera ikusgarrian. Afixa hori zinez beren ekoizpenekoak diren produktuen gainean ezarri beharko da.  Izan ere, ekoizleek erositako produktuak ere sal ditzakete.  11. ARTIKULUA: Mugaz gaindiko saltzaileak  Kokaleku bat esleituko zaie mugaz gaindiko ekoizle elkarteei, probintzien arabera (Nafarroa edo Gipuzkoa adibidez), harbidedunen tarifetan. Merkatuaren hasiera baino lehen egin beharko da ordainketa.  Ekoizlea ez bada 8:00ak aitzin iristen, kokalekua birbanatzen ahalko da, dagokion tarifa aplikatuz.  12. ARTIKULUA: Erakusleak eta ibiltariak  1. Erakuslearen definizioa  Erakuslea mugitzen den saltzailea da, eremu publikoan, merkatuetan, azoketan eta gertakarietan tresna edo produktu bat saltzen duena, bere funtzionamendua azalduz eta erabilera erakutsiz. Produktuaren abantailak azpimarratzen ditu eta ondotik saltzen du.  2. Ibiltariaren definizioa  Saltzaile ibiltaria mugitzen da, eremu publikoetan, merkatuetan, azoketan eta gertakarietan produktu ezberdinak saltzeko, multzoka edo banaka (baxerak, tresnak, etxeko oihalak, bitxiak, bixkotxak, etab.).  Salmenta honi “ibiltaria” deitu diogu hemen.  3. Erakusleentzat eta ibiltarientzat aurreikusiriko kokalekuak  Merkatu bakoitzean derrigorrez gutxienez kokaleku bat esleituko zaio erakusle bati eta beste bat ibiltari bati.  Kokaleku horiek zozketaren bidez esleituko dira. Ondoko saltokiak ez trabatzeko gisan kokatuko dira, izan profesionalen partetik edo inguruan bilduko den jende multzoaren partetik.  Ez baldin bada erakuslerik edo ibiltaririk, kokaleku horiek “iragankor” gisa esleituko dira, baina hastapeneko afektazio hori ez dute galduko.  Erreserbaturiko kokalekuak baino erakusle eta ibiltari gehiago baldin badira, zozketa irabazi ez duten erakusle eta ibiltariak libre gelditu diren kokalekuetan ezartzen ahalko dira.  13. ARTIKULUA: Jarduera baten bukaeraren kasuan, kokaleku hori berriz esleitzeko lehentasunak  2014ko ekainaren 18ko legearen arabera, hauek dira kokaleku finko baten transmititzeko baldintzak:  “Okupazio baimen baten jabeak auzapezari bere segida hartuko duen pertsona aurkezten ahal dio, hiru urteko epean, bere jarduera eteten badu. Pertsona horrek merkataritza eta enpresa erregistroan edo matrikulatua izan behar du eta auzapezak onartzen badu, subrogatua izanen da bere eskubide eta betebeharretan.  Titular baten heriotzaren, desgaitasunaren edo erretretaren kasuan, aurkezpen eskubidea bere eskubidedunei transmitituko zaie eta haietako baten hautua egin dezakete.  Gertaeraren ondotik, 6 hilabeteko epea izanen dute aurkezpen eskubidea gauzatzeko. Segida hasierako titularraren bikotekideak hartzen badu, lehengo antzinatasuna mantenduko du aurkezpen eskubidea gauzatzeko.  “Auzapezaren erabakia eskaera jaso eta bi hilabeteko epean jakinaraziko zaie aurkezpen eskubidea duenari eta segida hartuko duenari. Ezezkoa baldin bada, arrazoiak eman beharko dira”.  Titularrak kokalekua beren izenean jaso duten pertsonak dira. Enpresa baten kasuan, kokaleku bat okupatzeko eskubidea bere ordezkari legalak izanen du, beraz kudeatzaileak, lehendakariak edo zuzendariak, etxaldeko nagusiak edo bestelako pertsona moral batek.  Pertsona morala ezin da juridikoki kontuan hartu.  14. ARTIKULUA: Hautagaitza aurkeztea  Merkatu batean edo merkatuetan harpidedun kokaleku bat eskuratu nahi duen orok eskaera idatzi bat aurkeztu behar du Herriko Etxean. Eskaera horretan agertu behar dira:   * hautagaiaren izen-deiturak; * sortze data eta sorlekua; * helbidea; * jarduera zehatza; * frogagiri profesionalak; * hautaturiko merkatua(k) (ezaugarriak, zenbateko luzetasuna nahi den bakoitzarentzat).   Eskaerak iristen diren ordenan erregistratuko dira herriko etxean, 6. artikuluan aipatzen den bezala. Urte hastapen guziz berritu behar dira.  15. ARTIKULUA: Kokaleku bat eskuratu nahi duten hautagaiek ezin dute aitzinetik kokaleku hori okupatu, ezta merkatuan instalatu ere, bertako agenteek baimendu ezean.  Harpidedunen kasuaren arabera, kokaleku baten titularrak tokia okupatzen ahalko du soilik bertako agenteek baimena eman ondotik.  16. ARTIKULUA: Aurkeztu beharreko dokumentuak  Merkatua profesionalentzat irekia da, eta hori, eskuragarri diren lekuen mugaren barne, arduradunak hautagaiaren egoera balizkoa dela ondorioztatu ondotik, izan harpideduna edo iragankorra.  1) Profesionalek “merkataritza edo artisautza ez-sedentarioko jarduera bat egiteko txartela” aurkeztu beharko dute (lau urte guziz berritu behar da Merkataritza eta Industria ganbarako edo Lanbide eta artisautza ganbarako formalitate zentroetan) edo, berriki deklaratuak izan diren eta jarduera ibiltari bat duten saltzaileek behin-behineko frogagiria aurkeztu beharko dute (hilabete baterako balio du), txartela errezibitu aitzin.  Ez dute jarduera ez-sedentarioak egiteko txartela aurkeztu beharko merkatua egiten den herrian bizi diren edo beren egoitza bertan kokatua duten profesional sedentarioek.  2) Langileek edo bikotekideak (izan kolaboratzailea, soldataduna edo sozioa) ondokoak izan beharko dituzte:   * jarduera horren jabea den pertsonaren merkataritza edo artisautza ez-sedentarioko jarduera bat egiteko txartelaren kopia bat; * txartelaren jabearekin duten lotura azaltzen duen dokumentu bat; * nortasun agiri bat.   3) Laborariek eta arrantzale profesionalek, ekoizle edo arrantzale izaera justifikatu beharko dute, izaera hori frogatzen duten dokumentuen bidez. Laborariek zerbitzu fiskalen ziurtagiri bat aurkeztu beharko dute, laborantza ekoizleak direla frogatzen duena. Arrantzaleek, berriz, itsas aferetako administrazioan eskifaiako kide gisa izen-emate frogagiri bat erakutsi beharko dute.  Dokumentu hauek merkatuko kudeatzaileari edo agenteei aurkeztu beharko zaizkie, segurtasun agenteek egin ditzaketen kontrolez gain.  Artikulu honetan aipatzen diren lanbideei dagozkien dokumentu arautuak aurkeztu ezin dituztenei ez zaie inolako kokalekurik esleituko.  17. ARTIKULUA: Baimenak kokaleku baterako soilik balio du.  Profesional batek eta/edo bere bikote kolaboratzaileak kokaleku bakarra ukan dezakete ber merkatuan. Ez da salbuespenik eginen.  18. ARTIKULUA: Kokaleku baten titularra den orok asurantza frogagiri bat aurkeztu beharko du, eta dokumentu horrek bere lanbidean aritzeagatik eta merkatuko kokalekua okupatzeagatik, bere erantzukizun profesionala estaliko du, berak, bere ordezkoek edo bere instalazioek eragin ditzaketen kalte pertsonal edo materialengatik.  **III – KOKALEKUEN POLIZIA**  19. ARTIKULUA: Kokaleku baten esleitzea behin-behinekoa eta ezeztagarria da. Edozein momentutan eten daiteke arrazoia interes orokorra baldin bada. Auzapezak erabaki dezake kokaleku baten okupatzeko baimena kentzea, besteak beste ondoko kasuetan:   * kokalekua 5 aldiz erabili gabe gelditu bada -erabiltzeko baimena ordaindua izan bada ere- ez bada arrazoi legitimo bat frogatzen duen dokumentu bat aurkezten. Frogagiriaren arabera, huts egiteko baimena ematen ahal du kudeatzaileak; * araudi honetan agertzen diren xedapenekiko arau-hausteak errepikatzen eta ohiko bilakatzen baldin badira, lehen aldietan abisu bat izanen litzateke, eta kasuaren arabera, isun bat ere ukan daiteke; * segurtasun, lasaitasun eta garbitasun publikoa trabatzen duen jarrera bat baldin bada.   20. ARTIKULUA: 5 astez kokaleku bat ez erabiltzeak ez dio ondoriorik ekarriko titularra den saltzaileari (opor ordainduen legezko epea da).  Aldiz, aitzinetik datak jakinarazi beharko ditu Herriko Etxean. Libre diren kokalekuak saltzaile iragankorrei banatuko zaizkie. Aldiz, oporretatik kanpo, saltzaile batek frogagiririk aurkeztu gabe 5 aldiz huts egiten badu, bere kokalekua beste saltzaile erregularrago bati birbanatuko zaio eta lehenak saltzaile permanente izaera galduko du.  Eguraldiaren arabera, Herriko Etxeak merkatua ezezta dezake.  Laborariek eskubidea dute merkatua huts egiteko beren ekoizpen sasoinean direlarik, baina aitzinetik Herriko Etxean deklaratu beharko dute.  Eritasun baten kasuan, mediku agiria aurkezten bada, kokaleku baten titularrak bere eskubideak atxikitzen ditu.  21. ARTIKULUA: Interes orokorreko arrazoi batzuk direla medio, merkatuaren aldatzea edo ezabatze partzial edo osoa erabakitzen ahal du Herriko kontseiluak, eta horretarako, lehenik eragile profesionalak kontsultatu beharko ditu. Aldiz, kokalekuak desagertuko balira, horien okupatzeko titularrek ezingo dute eskatu engaiatu dituzten gastuak itzultzeko.    22. ARTIKULUA: Merkatuaren funtzionamenduarekin lotuak diren obren ondorioz, profesionalak momentu batean beren kokalekurik gabe gelditzen badira, ahal den neurrian, lehentasunez beste leku bat esleituko zaie.  23. ARTIKULUA: Kokalekuak soilik titularrek, beren bikotekide kolaboratzaileek edo enplegatuek okupatzen ahal dituzte. Kokaleku baten titularrak izanen du herriko autoritatearen aitzinean bere kokalekuaren eta berekin lan egiten duten pertsonen ardura.  24. ARTIKULUA: Kokaleku baten titularra ez da inola ere kokalekuaren jabea. Ezin du bere negozio funtsaren barnean hori ere integratu. Eta bestalde, ezin du bere kokalekua osoki edo partzialki azpi-alokatu, prestatu, saldu edo horrekin negoziatu eta ezin du baimenean onartu zaion jarduera ez den beste jarduerarik egin.  Hala ere, saltzaileak jardueraz alda dezake, aitzinetik auzapeza abisatuz gero. Auzapezak erabakiko du kokaleku berri bat eman behar zaion. Xedapen hau betetzen ez bada, zigortua izan daiteke.  Kokaleku bat errezibitu ondotik, horretarako baimena duen pertsonaren ordez beste pertsona (fisiko edo moral) batek erabiltzea ezkutuko xedea duen edozein akordio edo hitzarmenek, eskubide osoz, aitzin emandako baimenaren kentzea ekarriko luke.  25. ARTIKULUA: Eremu publikoa manera pribatuan okupatzeko, herriko kontseiluak bozkaturiko eskubide tarifak ordaindu beharko dira. Tarifa horiek hunkituak diren eragile profesionalak kontsultatu ondotik finkatu dira, lurralde kolektibitateen kode orokorrak finkatzen duen gisan (CGCT).  26. ARTIKULUA: Kokalekurako eskubide tarifak ordaintzen ez badira edo ordaintzea errefusatzen bada, profesionala merkatutik kanpo geldituko da eta horrek ez dio herriari auziari segida emateko aukera kentzen.  27. ARTIKULUA: Eskubide tarifak kokatzaileari ordaindu behar zaizkio, aplikatzen den prezioan.  Kokaleku batean instalatzen den saltzaile orok errezibituko du ordainketa frogagiri bat, eta bertan zehaztuko dira: data, titularraren edo bere ordezkoaren izen-deiturak, kokalekua, okupazio prezioa eta prezio orokorra. Kudeatzaileak galdetuz gero, aurkezteko gai izan behar du.  **IV – POLIZIA OROKORRA**  28. ARTIKULUA: Aparkatzea eta zirkulazioa arautuko dituen erabaki bat argitaratuko da.  29. ARTIKULUA: Debekatua da merkatuan:   * ordena publikoa trabatzen duten jarrerak izatea (oihuak, kantuak, jestuak, mikrofonoak, bozgorailuak, etab.); * pasabideetan salmentak egitea; * salmahainek beren eremua gainditzea pasabideetara hedatuz edo pasabide bereko beste salmahainak gordetzen dituzten maneran jartzea; * istripuak eragin ditzaketen objektuak edo merkantziak zintzilikatzea, adibidez pasabideetan edo aterpeen teilatuetan; * oinezkoengana hurbiltzea merkantziak erostea proposatzeko.   Erabiltzaileen pasaiarako eta zirkulaziorako aurreikusiak diren pasabideak libre utzi behar dira etengabe.  Sarrera debekatua dute ausazko jokoek edo diruarekin egiten diren jokoek, besteak beste jostailu loteriek edo zozketa baterako txartela barnean duten merkantzia edo elikagai paketeen salmentek.  Eskean ibiltzea ere debekatua da bere forma guzietan.  Ordena publikoa errespetatzeko gisan, merkatuko saltzaileei debekatua zaie proselitismo erlijioso, politiko edo filosofikoa egitea.  Debekatua da, bestalde, merkatu barnean edozein egunkari, idatzi edo inprimaki banatzea edo saltzea. Hala ere, dataz pasaturiko aldizkariak edo aldizkari irudidunak saltzea posible da.  30. ARTIKULUA: Merkatuko higienea eta garbitasuna  1. Kokalekuen garbitasuna  Merkatuko erabiltzaileek beren kokalekua garbi utzi behar dute. Ez da hondarkinik gelditu beharko.  Erabiltzaileek, birziklatzeko xedearekin, alde batetik jatorri begetala duten hondarkinak eta olioak bildu beharko dituzte eta beste alde batetik animalia jatorria duten hondarkinak. Ez dira lurrera bota beharko, ontzi hermetikoetan bildu beharko dira.  Hutsik diren edukiontziak (kutxak, kesak, kartoiak, etab.) elkartu eta metatu beharko dira ondotik garbiketa zerbitzuek errexki bil ditzaten.  2. Salmahainak eta elikagaiak  Kontsumitzaileari iristen zaizkion elikagaien higienea arautzen duten 178/2002 eta 852/2004 araudietara gehituriko 1995eko maiatzaren 9ko erabakiaren arabera, kontsumitzaileari elikagaiak saltzen dizkioten profesionalak ondoko puntuen erantzule dira:   * beren establezimendu edo salmenta puntuko higiene baldintzak * kontsumitzaileari iristen zaizkion elikagaien kalitate sanitarioa. Besteak beste: * albaitaritza edo marexal zerbitzuetan deklaratuak izan behar dute. * dispositiboak aurreikusi elikagaiak manipulatzen dituzten pertsonek eskuak manera higieniko batean garbi ditzaten. * Elikagaiekin kontaktuan diren gainazalak mantendu, garbitu, desinfektatu, salmahainak, postuak eta mahainak etab. barne.   Arrain saltzaileen salmahainak eta ontziak egokitu behar dira, izotza urtzean isurtzen den ura eta haien aktibitaterako erabiltzen duten ura ez dadin pasabideetara isuri. Animalia jatorriko produktu guziak hotzaren katearen erregimenean merkaturatuak izan behar dira, CE araudietan ezartzen diren higiene arau guziak errespetatuz.  Xedapen hauek ez errespetatzeak zigorren aplikatzea ekar dezake.  31. ARTIKULUA: Auzapezak, bere polizia-ahalmenean, ordena publikoa trabatzen duen pertsona oro kanporatzeko ahalmena du.  32. ARTIKULUA: Merkatuan parte hartzen duten profesionalek beren lanbideari buruzko legedia eta araudia errespetatu beharko dituzte, bereziki garbitasunari, higieneari, kontsumitzaileari eman beharreko informazioei buruzkoak, hala nola, 1995eko apirilaren 25eko erabakian agertzen direnak, eta produktuei dagokien leialtasunari buruzkoak.  33. ARTIKULUA: Araudi honen arau-hausteek ondorioak izan ditzakete auzitegien aitzinean, indarrean diren lege eta araudien arabera, eta horrek ez ditu ezeztatzen hartzen ahal diren administrazio neurriak.  34. ARTIKULUA: Auzapezak araudi honetako xedapenak betearazteko ardura du.  Araudi honen aurkako edozein arau-huste arrazoituak izanen diren neurri hauen bidez zigortuko da:  Araudiko xedapenen 1. arau haustea: abisua  Araudiko xedapenen 2. arau haustea: behin behineko kanporatzea  Zigorrak arau haustearekiko eta bere larritasunarekiko proportzionalak izanen dira.  Herritarrek administrazioarekiko harremanetan dituzten eskubideei buruzko 2000ko apirilaren 12ko Legearen 24. artikuluan aurreikusten den kontraesaneko prozedura errespetatu ondotik soilik aplikatzen ahalko dira aitzin aipatu neurriak. Bestalde, saltzaileak kontseilu baten laguntza ukatea edo berak hautatu mandatariak ordezkatzea erabaki dezake. (Ikus Grenobleko administrazio auzitegiaren erabakia Karatozonia/Grand Bornand aferan). Behin behineko kanporatzeak ez du kokalekuaren ordainketa ezeztatzen.  35. ARTIKULUA: Merkatuetako batzorde mistoa  1. Xedea  Merkatuetako batzorde mistoaren helburua Herriko Etxearen eta merkatuko merkatari ez-sedentarioen artean etengabeko elkarrizketa bat mantentzea da, merkatuaren antolakuntzari eta funtzionamenduari loturiko gaiei buruz: araudia, merkatuaren antolaketa eta modernizatzea, kokalekuen esleitzea…  3. Osaketa  Auzapezak du lehendakaritza eta erabakitzeko boterea. Auzapezaren inguruan, hautetsi bat, merkatari ez-sedentarioen ordezkari bat eta tokiko ekoizleen ordezkari bat elkartzen dira. Merkatuko merkatari ez-sedentarioen ekarpenak aurkezteko izendaturiko pertsonak, merkatuaren interes orokorren alde iritzia emateko hautatuak diren defentsa profesionaleko erakunde baten kide diren ordezkariak dira.  36. ARTIKULUA: Hartzaileak  **Erabaki honen kopia bat helaraziko zaie ondokoei:**   * **Baionako suprefeta jaunari,** * **Landesetako eta Pirinio Atlantikoetako merkatari ez-sedentarioen departamenduarteko elkartearen ordezkari jaunari,** * **Urruñako Herriko Etxeko Zerbitzuen Zuzendari Orokorrari,** * **Herriko Etxeko Zerbitzu Teknikoetako Zuzendariari,** * **Urruñako herriko poliziari,** * **Herriko merkatuetan parte hartzen duten merkatari ez-sedentario guziei,**   **Erabaki hau aplikaraz dezaten, bakoitzak bere heinean.**  URRUÑAN egina, 2021eko maiatzaren 24an |  |

Le Maire, Auzapeza,

Philippe ARAMENDI